

OBSERVATOIRE INSTALLATION TRANSMISSION

2011

aGRICULTURES
& TERRITOIRES

CHAMBRES D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE



OBSERVATOIRE INSTALLATION TRANSMISSION 2011

Nous sommes heureux de vous faire partager l'observatoire régional de l'installation et de la transmission en agriculture en Pays de la Loire pour l'année 2011.

Cette année 2011 aura été marquée par le transfert des missions de services publics relatives à l'installation et à la transmission assurées jusqu'alors par les ADASEA vers les Chambres d'agriculture. En Pays de la Loire, ce transfert s'est matérialisé par la création de services Transmission-Installation pour chacune des Chambres départementales d'agriculture et par la mise en place d'un pôle Transmission-Installation au sein de la Chambre régionale d'agriculture. Le premier Comité d'orientation Transmission-Installation régional s'est réuni en mai et associe de nombreux partenaires.

La continuité de notre dynamique régionale concernant les installations aidées n'en a pas été perturbée. Nous ne pouvons que nous en féliciter. En effet, sur cette année 2011, la région des Pays de la Loire est restée une des régions les plus dynamiques en termes d'installations aidées.

Il ne s'agit pas de voir cela comme un acquis. Le défi du renouvellement des générations reste d'actualité : ces prochaines années, une augmentation des départs à la retraite est attendue. Il est primordial que les futurs cédants soient sensibilisés de façon anticipée à la transmission vers l'installation. Il s'agit là d'un travail et d'une réflexion collective, que chacun doit mener à son niveau.

Différentes mesures pour encourager cette transmission restent encore certainement à imaginer : comment favoriser la transmission à l'installation d'un outil de travail, construit sur une carrière, à un porteur de projet ?

Les futurs candidats motivés comptent sur nous pour les aider, il en va du maintien d'un territoire agricole dynamique et diversifié sur l'ensemble de notre région.

Florent Renaudier

Président du Comité d'orientation
Transmission-Installation régional

SOMMAIRE

- 3 INSTALLATION**
- 4 Les candidats à l'installation
- 6 Les installations aidées
- 10 Témoignage « Faire ses preuves et vivre sa passion »
- 12 L'accompagnement à l'installation
- 13 TRANSMISSION**
- 14 Témoignage « Transmettre, c'est préserver une dynamique agricole »
- 15 Le repérage des exploitations et la sensibilisation des futurs cédants
- 16 Les chiffres clés de la transmission
- 17 Les nouveaux candidats à la recherche d'une exploitation
- 18 Les nouvelles offres d'exploitation
- 20 Les stages de parrainage
- 21 Témoignage « Le stage de parrainage : l'indispensable outil de la transmission-installation »
- 22 Contribution du RDI dans les installations aidées régionales
- 23 Les mesures PIDIL et ARP

Les partenaires financiers de la politique d'installation et de transmission en agriculture





INSTALLATION

4

Les candidats à l'installation

6

Les installations aidées

10

Témoignage « Faire ses preuves et vivre sa passion »

12

L'accompagnement à l'installation

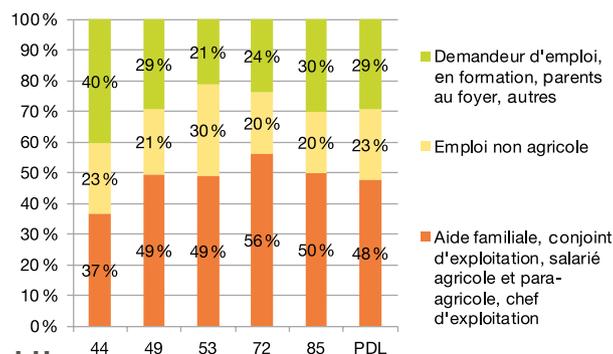
LES CANDIDATS À L'INSTALLATION

Le Point info installation (PII) est un lieu d'accueil, d'information et d'orientation de toutes les personnes ayant un projet d'installation ou intéressées par le métier d'agriculteur. Très en amont de l'installation, il permet de mieux définir les projets et d'aborder les étapes essentielles à la réalisation de l'installation qu'elle soit aidée ou non. Dans la partie qui suit nous appellerons «candidat à l'installation» toute personne accueillie au PII.

Le Point info installation : du renseignement à la concrétisation d'un projet

- Près d'un candidat sur deux travaille dans le milieu agricole au moment de son passage au PII.
- En Loire-Atlantique le nombre de candidats sans activité professionnelle est plus important qu'ailleurs (40%).

→ Situation professionnelle lors du passage au PII



Le Point info installation est ouvert à un large public

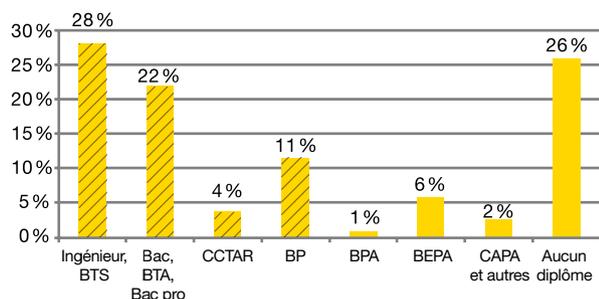
- Plus de 1 200 candidats rencontrés aux PII, malgré un léger fléchissement (- 7 % par rapport à 2010).
- 9 % des porteurs de projet se présentant au PII ont plus de 40 ans.
- Un tiers des personnes est en recherche d'une structure pour s'installer. Des outils d'aide à la recherche d'une entreprise agricole sont alors présentés aux candidats à l'installation (notamment le Répertoire départ installation ou RDI).

→ Profils des candidats par département

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre de candidats rencontrés	248	295	222	160	286	1211
% ayant plus de 40 ans	15%	11%	4%	2%	10%	9%
% de femmes	35%	25%	36%	29%	28%	30%
% ayant la capacité professionnelle agricole	57%	64%	65%	86%	66%	66%
% origine non agricole	58%	52%	44%	38%	51%	49%
% exploitation connue	76%	65%	81%	60%	57%	67%

Les trois-quarts des candidats à l'installation ont une formation agricole

→ Niveau de formation agricole



Diplômes suffisants aux aides

- Deux candidats sur trois ont un diplôme agricole suffisant pour accéder aux aides nationales à l'installation.

Vente directe, transformation, atelier AB... des souhaits formulés par les candidats à l'installation

→ Pourcentage de candidats souhaitant se diriger vers :

	Pays de la Loire
La vente directe	14%
La transformation de produits	6%
La mise en place d'un atelier AB	10%

- Un projet sur cinq se fera, selon l'expression des candidats, avec transformation des produits et/ou vente directe.
- 10% des projets sont prévus en agriculture biologique.

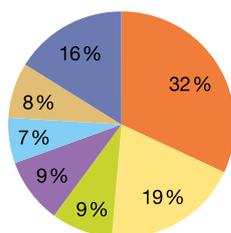
Des souhaits à l'image de la diversité agricole des Pays de la Loire

En Pays de la Loire :

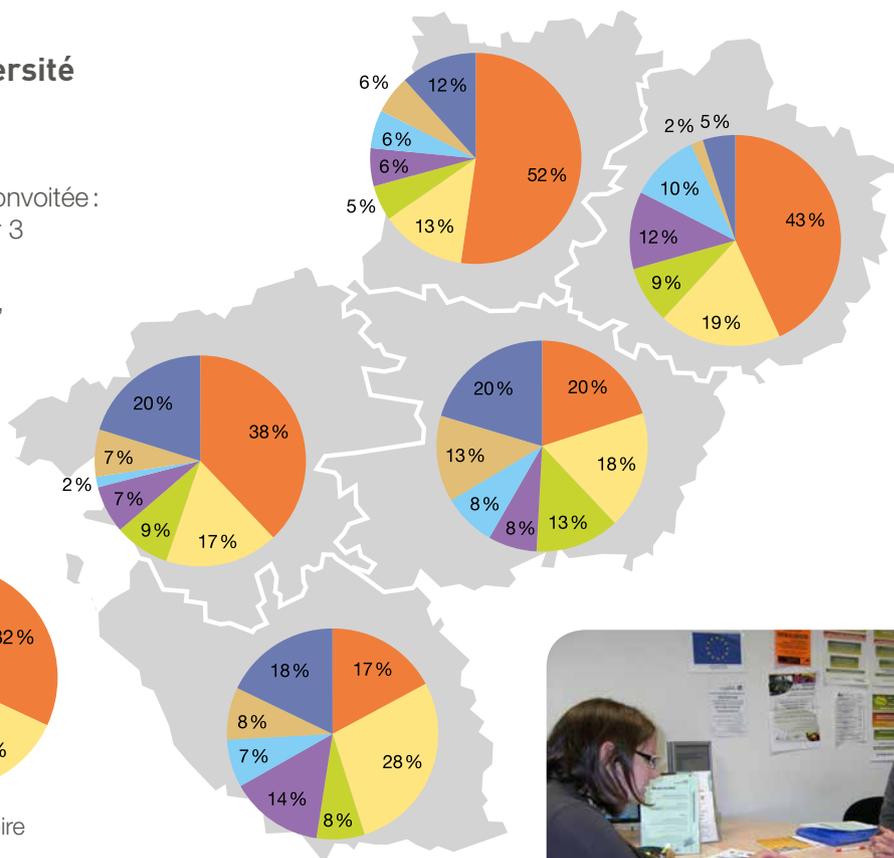
- La production laitière reste la plus convoitée : elle est souhaitée par 1 candidat sur 3 (1 candidat sur 2 en Mayenne).
- Les autres ruminants (bovins viande, ovins, caprins) arrivent en 2^{de} place.

→ Production principale envisagée

- Bovins lait
- Bovins viande, ovins, caprins
- Equins
- Elevages spécialisés
- Cultures
- Maraîchage-Horticulture-Arboriculture
- Autres



Pays de la Loire



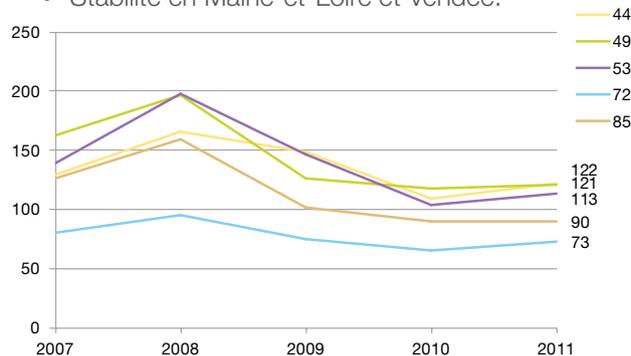
LES INSTALLATIONS AIDÉES

Les candidats à l'installation peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'aides visant à faciliter la reprise ou la création d'une exploitation agricole. Il s'agit principalement d'une subvention au moment de l'installation (la Dotation jeune agriculteur ou DJA) et de prêts à taux réduits pour financer leur projet. S'ajoutent à ce dispositif national de nombreuses mesures soutenues par les collectivités territoriales (Conseils généraux, Conseil régional), les banques et les filières. La diversité de ces financements atteste l'importance de l'installation en agriculture tant au niveau local que national.

Évolution des installations aidées sur les 5 départements

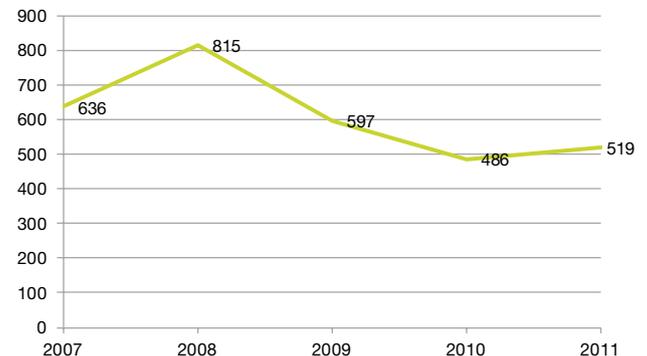
Par rapport à 2010 :

- Progression sensible en Loire-Atlantique, Mayenne et Sarthe,
- Stabilité en Maine-et-Loire et Vendée.



Évolution des installations aidées sur la région des Pays de la Loire

- Légère hausse des installations aidées sur la région avec + 7 % par rapport à 2010.



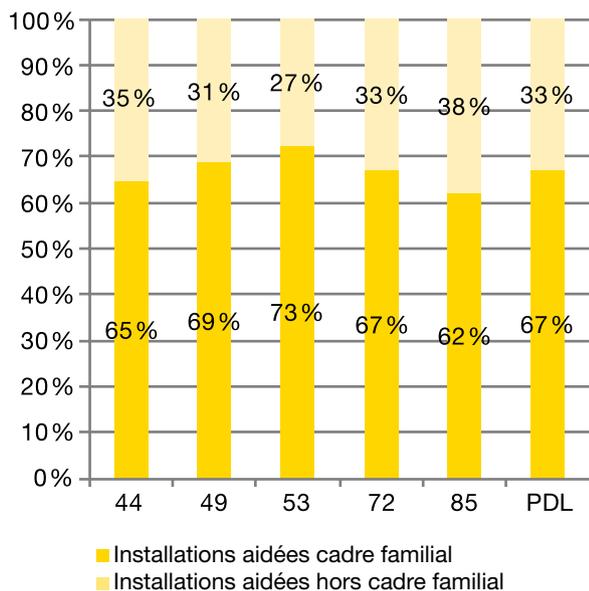
Variation 2010/2011

	2011	Variation 2010/2011
Loire-Atlantique	122	+ 12 %
Maine-et-Loire	121	+ 3 %
Mayenne	113	+ 9 %
Sarthe	73	+ 12 %
Vendée	90	0 %
Pays de la Loire	519	+ 7 %



Des installations aidées Hors cadre familial* (HCF) qui se maintiennent en Pays de la Loire

→ Les installations HCF aidées



*Installation hors cadre familial : le repreneur n'a pas de lien de parenté (jusqu'au 3^e degré inclus, soit oncle/neveu) avec le cédant ou ses associés (dans le cadre d'une installation sociétaire).

- Installations hors cadre familial : plus d'un quart en Mayenne et plus d'un tiers en Vendée.

Des jeunes installés bien formés et bien expérimentés

→ Profil des bénéficiaires des aides nationales à l'installation

	Installations aidées	Installations aidées HCF
Age moyen	29 ans	29 ans
% de femmes	24 %	18 %
Formation :		
• BTSA et +	34 %	33 %
• Formation adulte	32 %	36 %
% origine non agricole	36 %	65 %
Expériences professionnelle agricole avant l'installation	47 mois	50 mois

- L'âge moyen à l'installation reste stable (29 ans en moyenne).
- Un jeune sur trois détient un diplôme de niveau BTS et plus ; la durée moyenne de leur expérience agricole avant l'installation est de 3 à 4 années selon les départements.
- Les installations HCF se distinguent des installations aidées par une proportion moins importante de femmes et une plus forte proportion de porteurs de projet n'ayant pas d'origine agricole.

SAU des exploitations

	Installations aidées	Installations aidées HCF
Individuelles	47 ha	42 ha
GAEC	142 ha	144 ha
Earl	97 ha	76 ha

3 installations aidées sur 4 se font en société

- Répartition égale entre GAEC et EARL.
- À noter pour la Sarthe, la chute du nombre de GAEC au profit des EARL.

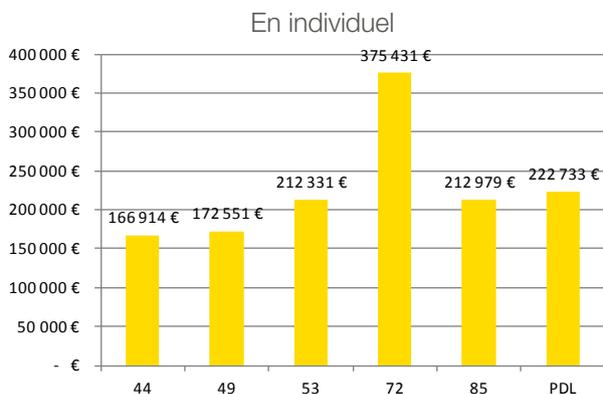


→ Forme juridique des exploitations

	Individuelles	GAEC	EARL
Loire-Atlantique	21 %	46 %	32 %
Maine-et-Loire	30 %	32 %	36 %
Mayenne	27 %	47 %	25 %
Sarthe	33 %	10 %	54 %
Vendée	20 %	41 %	35 %
Pays de la Loire	26 %	36 %	35 %

Des coûts moyens à l'installation liés à la nature du projet

→ Coût moyen à l'installation



Les coûts moyens à l'installation présentés sont à rapprocher du nombre de projets concrétisés sur chaque département et de leur production. Globalement, pour une même production, le coût moyen à l'installation est relativement similaire entre les départements.



➤ L'élevage bovin dominant

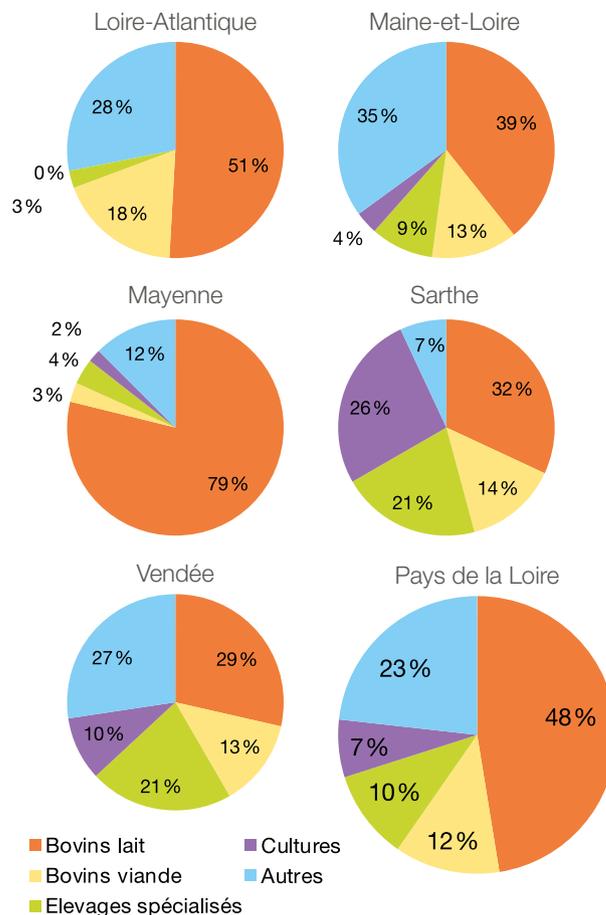
- 6 installations aidées sur 10 se réalisent en production bovine (lait ou viande).
- Près d'1 installation sur 2 se réalise sur une exploitation laitière (à noter la forte proportion en Mayenne : près de 4 installations aidées sur 5).
- Présence importante des élevages spécialisés et grandes cultures en Sarthe (47 %) et Vendée (31 %).

➤ Les attributions laitières

	Référence laitière moyenne/UTH	Attribution de référence complémentaire par bénéficiaire
Loire-Atlantique	196 140 L	107 745 L
Maine-et-Loire	105 704 L	66 907 L
Mayenne	168 583 L	61 181 L
Sarthe	195 005 L	36 827 L
Vendée	224 022 L	158 087 L

- Attribution complémentaire supérieure à 100 000 litres par jeune installé en Loire-Atlantique et Vendée.

➔ Répartition des productions principales



➤ Les installations en agriculture biologique ayant bénéficiés des aides nationales à l'installation

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre d'installations aidées en agriculture biologique	29	21	15	4	15	84

- Les installations en agriculture biologique représentent plus de 15 % des installations aidées : leur proportion a doublé en deux ans.
- Plusieurs productions sont concernées avec cependant plus d'une installation aidée sur 3 en maraîchage et 1 sur 5 en bovins lait.

«Faire ses preuves et vivre sa passion»

Émilie Hamon s'est installée en juillet 2010 à Herbignac en Loire-atlantique, sur une exploitation laitière. Le retrait de son beau-frère de la structure familiale lui a offert l'opportunité de concrétiser son souhait de toujours : devenir agricultrice.

Un choix qui se confirme au cours de nombreuses formations

«J'ai toujours voulu faire ça». Émilie se souvient de ses visites du mercredi chez un voisin agriculteur durant son enfance. Puis le rêve prend forme : un BEPA réalisé en alternance, suivi d'un BAC pro et enfin un BTSA en productions animales. «J'ai fait des stages à l'étranger, en Hollande, au Canada». La future agricultrice évoque ses multiples expériences : 8 semaines en production porcine, 6 en élevage caprin, un stage de 3 semaines en cabinet vétérinaire. Elle effectue son rapport final de BTS dans une laiterie. Cette passionnée des animaux se rappelle encore de ses expériences de pointage : «J'ai été formée sur les concours, à Béré, lors des concours Prim'holstein, et même à Paris où j'ai terminé 3^e».

L'expérience du milieu agricole dans toute sa diversité

La future agricultrice n'a jamais cessé de se perfectionner avant de s'installer : travail en association de remplacement, pendant les week-ends et les vacances, durant quatre ans. «Au début, personne ne

veut te prendre, après tu fais tes preuves et là ça va!». D'autres travaux suivent : 3 mois comme tractoriste, 16 mois dans deux exploitations agricoles, puis 3 ans comme conseiller vendeur. «Je cherchais du boulot mais en fait je voulais m'installer. Il n'y avait pas encore d'opportunité».

Le déclenchement du projet et sa préparation

«Mon beau-frère Cyril partait. David, mon mari, m'a proposé de le remplacer. Je m'en souviens encore : les gens ne voyaient pas comment une femme allait devenir agricultrice. Ensuite tout a été très vite par rapport aux dates. Quand tu es salariée, ce n'est pas évident de se libérer pour toutes les démarches. Le stage SPI fait du bien : on discute avec d'autres, on compare nos projets». Émilie réalise son PDE (Plan de développement de l'exploitation) en groupe. «On établit le PDE soi-même, on prend le temps d'analyser notre exploitation et on chiffre tout. Et le banquier, lui, a bien vu qu'on maîtrisait le projet ! Aujourd'hui, on compare ces chiffres avec les résultats qu'on dégage».

La phase de mise en place : améliorer l'existant

La jeune éleveuse relate son implication dans les décisions prises. *«Avec David, on a vu ce qu'on voulait faire. On a arrêté les bandes d'engraissement, on perdait de l'argent. On a préféré vendre du foin et du maïs. On a changé la façon de travailler en passant à du vêlage à 2 ans, 2 ans et demi. On a rapproché les tas d'ensilage plus près des bâtiments»*. Émilie insiste aussi sur son souci de partager son métier avec l'extérieur. *«J'ai accueilli des gamins de CM1-CM2. Ça me permet de montrer ce qu'on fait, ils voient que le lait ne sort pas d'une brique de supermarché!»*. Depuis son installation le choix d'adhérer à un groupe de jeunes nouvellement installés, animé par la Chambre d'agriculture et qui se réunit durant les 3 premières années, démontre encore sa volonté d'ouverture. *«Le RNI (Réseau des nouveaux installés), c'est sympa; on échange bien; il faut toujours se comparer, évoluer avec d'autres»*.

L'avenir : se dégager plus de temps pour la famille et l'extérieur

«On a embauché un salarié. Il passera à plein temps en mai. On n'a pas pris de vacances depuis 4 ans». L'objectif est également d'améliorer les conditions de travail (mise en place d'un distributeur automatique de concentrés, aménagement des bâtiments, utilisation d'un chien de troupeau) et de libérer du temps pour les enfants. *«Et puis on est plus investis à l'extérieur. Je suis secrétaire des Jeunes agriculteurs d'Herbignac et David est membre de l'association de remplacement. On veut faire connaître notre métier, le défendre»*. C'est dans cet esprit qu'Émilie a accueilli les différents signataires de la Charte à l'installation en octobre 2011.

Une vocation affirmée face à l'entourage et au futur incertain

«J'avais la vocation. Aujourd'hui, je rabote, je paille, je fais l'entraide chez les voisins. Au départ, quand j'étais sur le tracteur, ils regardent dur; mais de toute façon, nous les femmes, on se fera charrier tout le temps. Oui il faut être passionné, sinon ça marche pas, avec les contraintes de ce métier». Malgré toute cette passion, quand elle évoque le futur, Émilie y glisse quelques incertitudes. *«Mon avenir? Je ne sais pas, il y a du brouillard là-dedans. L'après quotas ne me fait pas forcément peur mais c'est surtout le problème des prix, et puis le climat, s'il continue à ne plus pleuvoir suffisamment pendant plusieurs années»*.



➤ L'ACCOMPAGNEMENT À L'INSTALLATION

L'accompagnement à l'installation mis en place depuis 2009 prévoit pour chaque porteur de projet la mise en place et la réalisation d'un Plan de professionnalisation personnalisé, appelé le plus souvent «PPP». Ce PPP constitue un programme d'actions que le porteur de projet s'engage à mener avant et/ou après l'installation. Il est défini par un travail commun entre un conseiller et le candidat à l'installation au vu de l'analyse des compétences de ce dernier et en parallèle de son projet.

➤ Les chiffres clés de l'accompagnement à l'installation

→ Évolution PPP : entretiens, PPP agréés puis validés

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre d'entretiens PPP	155	124	127	110	114	630
Nombre de PPP agréés par les DDT(M)	121	114	123	106	106	570
Nombre de PPP validés par les DDT(M)	93	106	121	82	101	503

- Baisse de 14 % du nombre de PPP agréés par rapport à 2010 : moins 20 % en Mayenne, plus 12 % en Sarthe.
- Stabilité sur le nombre de PPP validés.

➤ Les stages pratiques sont autant préconisés qu'en 2010

→ Les préconisations effectuées dans le cadre du PPP

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre de stages pratiques préconisés	31	6	22	21	21	101
Nombre de formations préconisées	558	562	878	496	549	3043
Nombre de formations diplômantes préconisées	23	0	27	1	4	55

- Légère baisse sur les formations diplômantes.

➤ La durée des formations préconisées dans les PPP est en moyenne de 11 jours

→ Les préconisations effectuées dans le cadre des PPP agréés (y compris le 21 heures)

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre de jours moyens	8	10	14	9	15	11



TRANSMISSION

- 14 Témoignage « Transmettre, c'est préserver une dynamique agricole »
- 15 Le repérage des exploitations et la sensibilisation des futurs cédants
- 16 Les chiffres clés de la transmission
- 17 Les nouveaux candidats à la recherche d'une exploitation
- 18 Les nouvelles offres d'exploitation
- 20 Les stages de parrainage
- 21 Témoignage « Le stage de parrainage : l'indispensable outil de la transmission-installation »
- 22 Contribution du RDI dans les installations aidées régionales
- 23 Les mesures PIDIL et ARP

TÉMOIGNAGE

Transmettre, c'est préserver une dynamique agricole

En Loire-Atlantique, sur les communautés de communes de Machecoul et de la Loire-Atlantique Méridionale, situées au sud du département, une action de repérage des cédants a été réalisée en 2011 de façon à évaluer les perspectives de renouvellement des actifs. Ce travail a mobilisé plus de 70 agriculteurs et élus. Les enquêtes, élargies à une réflexion plus globale sur les problématiques de territoire, ont été restituées devant une cinquantaine d'agriculteurs et d'élus en décembre 2011.

Communauté de communes de Machecoul :

sur ce territoire de 8 communes et 229 exploitations on constate une baisse de 25 % du nombre d'entreprises depuis 2000, alors que parallèlement le nombre de chefs d'exploitation diminue de 10 % sur la même période. Au final, le renouvellement des actifs depuis 10 ans est important, lié à la diversité des productions rencontrées, et au développement des entreprises maraîchères (32). Les productions de volailles et gibiers (perdrix, faisans, etc.) font aussi la particularité du secteur (73 ateliers). Cela dit, l'élevage bovin domine toujours : 39 millions de litres de lait sont collectés sur 96 exploitations, et plus de 2 000 vaches allaitantes sont élevées sur 48 ateliers. Les entreprises laitières ont connu depuis 10 ans de fortes restructurations. La référence moyenne s'élève à 405 000 litres de lait, 88 % de la production est réalisée en société (GAEC ou EARL). En revanche en élevage allaitant, les exploitations individuelles sont nombreuses (40 % du total). L'exploitation de prairies permanentes dans le Marais Breton a permis de maintenir des ateliers en système extensif mais la question du renouvellement de ces élevages se pose aujourd'hui.

Communauté de communes de Loire-Atlantique méridionale (canton de Legé) : ce territoire regroupe seulement 3 communes. On y dénombre 120 exploitations contre 161 en 2000, soit une baisse de

25%. La baisse du nombre de chefs d'exploitations suit les mêmes tendances : - 20 % en 10 ans, avec des différences importantes entre les 3 communes. Contrairement au secteur de Machecoul, on remarque moins de diversité dans les productions. C'est une région très agricole, où la production de viande bovine domine : 43 ateliers pour une moyenne de 52 vaches allaitantes par exploitation. Concernant la production laitière le phénomène de concentration a été davantage marqué : on collecte aujourd'hui 17 millions de litres de lait pour 39 ateliers avec une référence moyenne de 435 000 litres ; 90 % de cette collecte sont réalisés dans des structures sociétaires. Les ateliers de volailles (pré-gavage et gavage de canards) prennent une part significative, avec 20 % du total des ateliers de production.

Renouvellement des générations : les agriculteurs de plus de 50 ans représentent 38 % de la population totale des chefs d'exploitation sur les 2 communautés de communes. Sur le territoire de Machecoul, la diversité des productions, l'attractivité du territoire et la présence de nombreuses structures sociétaires ont permis d'assurer une bonne dynamique de renouvellement des générations. On relève par ailleurs le maintien, voire le développement, de petites structures orientées sur des circuits courts ou des projets d'agrotourisme en lien

avec la dynamique urbaine du sud du département. Enfin il faut noter que l'environnement des exploitations est soutenu par la présence de nombreuses entreprises para-agricoles et la proximité de coopératives et CUMA. Sur le territoire de la Loire-Atlantique méridionale les perspectives de reprise des exploitations apparaissent plus incertaines, notamment pour les productions de viande bovine et de volailles. Selon les résultats de l'enquête, le tiers seulement des exploitations individuelles serait transmissible. Trois raisons expliquent cela : la faiblesse des moyens de productions,

l'enclavement du siège d'exploitation, l'indisponibilité ou la non cession du logement situé à proximité des bâtiments d'exploitation. Concernant les exploitations sociétaires, 40 % seulement de celles concernées par un départ d'associé dans moins de 10 ans pensent le remplacer ou ont connaissance d'un successeur.

En prolongement de ces travaux, les agriculteurs membres des jurys ont proposé plusieurs pistes d'action à court terme pour maintenir une dynamique agricole sur leur territoire.

LE REPÉRAGE DES EXPLOITATIONS ET LA SENSIBILISATION DES FUTURS CÉDANTS

Des objectifs bien précis, à savoir :

- **Créer** une dynamique locale en faveur de l'installation.
- **Repérer**, sur un territoire déterminé, les exploitations libérables à 10 ans afin d'intervenir, en amont, auprès des futurs cédants et préparer ainsi la reprise de ces exploitations par des jeunes agriculteurs.
- **Sensibiliser** les agriculteurs de plus de 50 ans sans successeur, à l'importance d'orienter leur exploitation vers l'installation en les aidant à définir une stratégie de transmission, et en les informant sur les outils et les aides favorisant la transmission.
- **Réaliser** un diagnostic de transmission de l'exploitation afin de promouvoir l'installation.

Ces actions sont financées par les crédits du FICIA (Fond d'incitation et de communication pour l'installation en agriculture).

Un travail d'identification et de communication en amont des transmissions

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre de communes repérées	11	11	12	43	13	90
Nombre de sensibilisations	74	56	41	46	57	274
Nombre de diagnostics	12	20	30	52	13	127
Nombre d'inscriptions RDI suite à la sensibilisation ou au diagnostic	32	23	23	26	27	131

LES CHIFFRES CLÉS DE LA TRANSMISSION

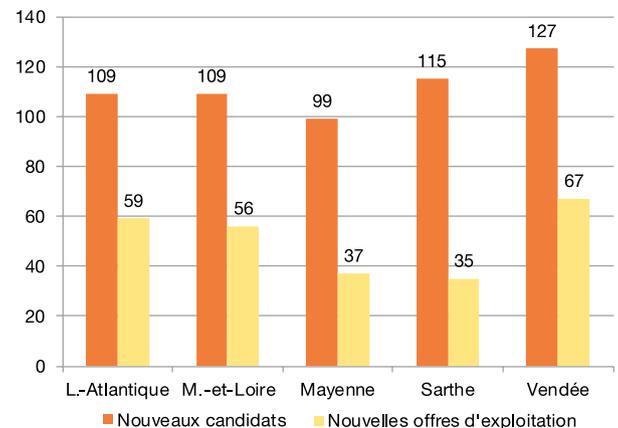
La transmission des exploitations agricoles se réalise de plus en plus souvent dans un contexte hors du cadre familial. En l'absence de repreneur familial de nombreux exploitants recherchent un successeur. En parallèle le métier d'agriculteur attire de plus en plus de porteurs de projet non issus du milieu agricole. Dans un tel contexte les Chambres d'agriculture disposent d'outils efficaces pour satisfaire les attentes de ces publics : une transmission pour les uns, une installation pour les autres.

Les chiffres clés de 2011

- **559 nouveaux candidats** à la recherche d'une exploitation
- **254 nouvelles offres** d'exploitation à transmettre dont :
 - 64 % à la recherche d'un repreneur
 - 36 % à la recherche d'un associé
- **110 stages de parrainage** commencés
- **146 accompagnements** des exploitations sans successeur connu dont 90 % en première installation.

Nouveaux candidats et nouvelles offres d'exploitation

→ Répartition départementale



LES NOUVEAUX CANDIDATS À LA RECHERCHE D'UNE EXPLOITATION

559 nouveaux candidats

→ Profil des candidats

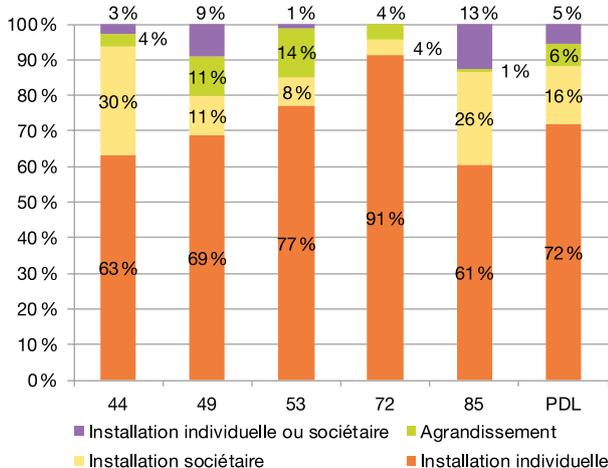
	2011
Âge moyen	32 ans
Femmes	19%
Parents non agriculteurs	45%
Originaires d'un autre département	39%
Formation BTSA et +	31%

Le profil varie peu par rapport à 2010 :

- Augmentation de 9% du nombre de candidats originaires du département de recherche.
- Légère diminution des candidats titulaires du BTS.

Des installations individuelles principalement envisagées

→ Objet de la recherche d'exploitation

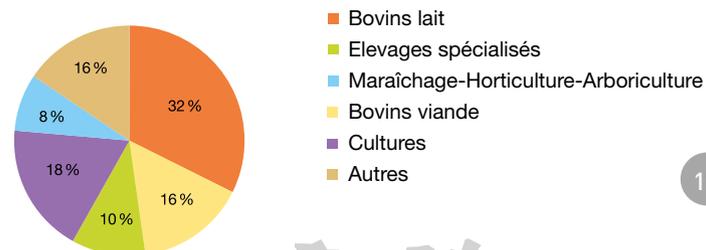


- Il existe toujours une très forte demande de recherche d'exploitations pour des projets individuels.
- La demande d'installation en société reste stable.

La production laitière est la plus recherchée

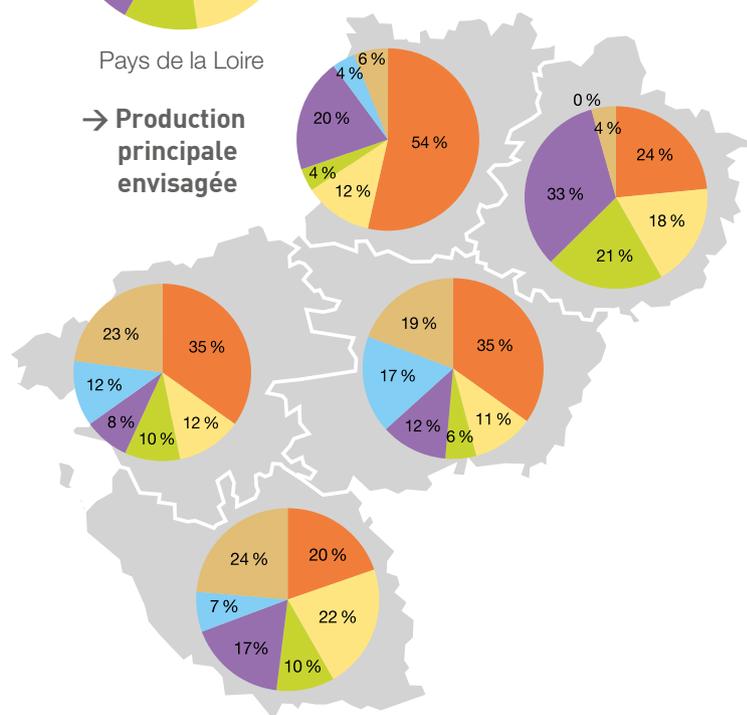
Les souhaits de productions principales restent relativement stables :

- La production laitière reste la plus demandée (32 % des souhaits).
- La demande pour les autres productions reste proche des souhaits de 2010 sauf pour les projets «grandes cultures» qui augmentent de 6 points.



Pays de la Loire

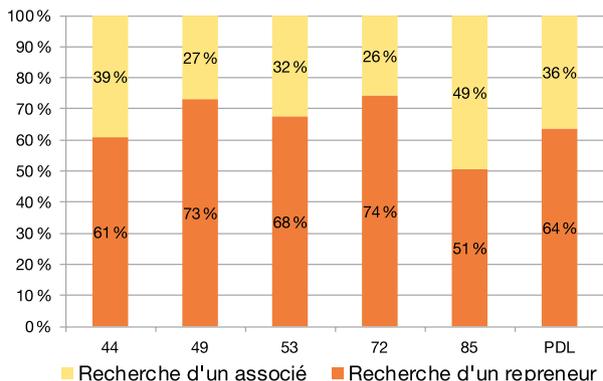
→ Production principale envisagée



LES NOUVELLES OFFRES D'EXPLOITATION

254 nouvelles offres d'exploitation, principalement à la recherche d'un repreneur

→ Objet de la recherche



Les offres d'exploitations proviennent pour 2/3 de recherche de repreneurs. Toutefois les sociétés à la recherche d'un nouvel associé représentent de belles opportunités d'installations (91 offres). Ce type d'offre est très présent en Vendée (1 cas sur 2).

→ Forme juridique des offres d'exploitation

	Exploitation à la recherche d'un repreneur	Exploitation à la recherche d'un associé
Individuel	51 %	14 %
Earl	33 %	18 %
Gaec	6 %	64 %

Parmi les exploitations à la recherche d'un repreneur, il y a certes majoritairement des exploitations individuelles mais également des EARL et quelques GAEC. À l'inverse, parmi les exploitations à la recherche d'un associé, on retrouve principalement des GAEC mais aussi des EARL et des individuels.

Plus d'un GAEC sur deux à la recherche d'un associé concerne une structure familiale

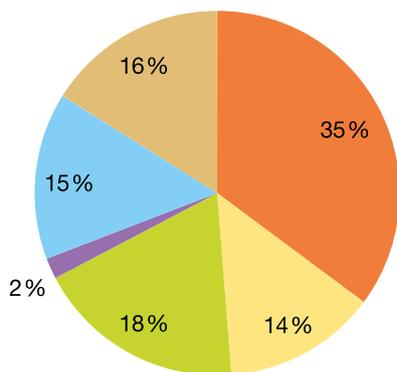
→ Zoom sur la recherche d'associé

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre de GAEC entre tiers en recherche d'associé	10	4	1	2	11	28
Nombre de GAEC familiaux en recherche d'associé	4	4	6	4	13	31

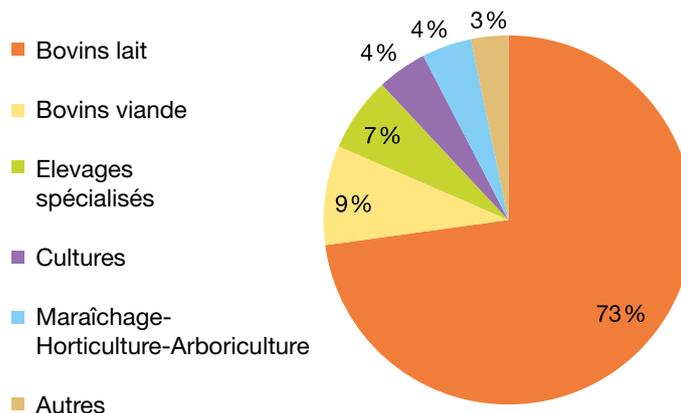


La production laitière reste prédominante dans les offres d'exploitation

→ Production principale des exploitations à la recherche d'un repreneur



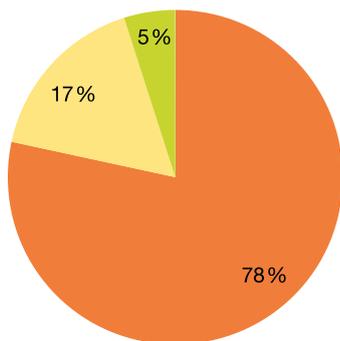
→ Production principale des exploitations à la recherche d'un associé



La vente des bâtiments est souhaitée dans près de 8 cas sur 10 par les exploitants individuels à la recherche d'un repreneur

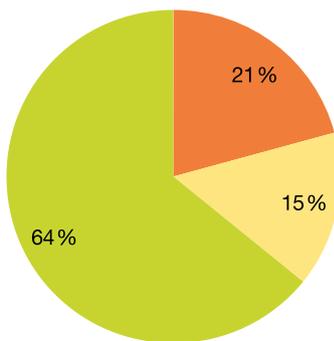
→ Mode de transfert souhaité par les individuels à la recherche d'un repreneur...

... pour les bâtiments



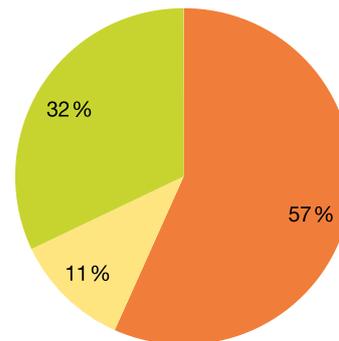
■ Vente
■ Location
■ Conservé

... pour le foncier



■ Vente
■ Vente partielle
■ Location totale

... pour l'habitat



■ Vente
■ Location
■ Conservé

LES STAGES DE PARRAINAGE

Les stages de parrainage ont pour objectif de permettre à un repreneur de se familiariser avec l'exploitation qu'il va reprendre et de découvrir l'environnement social et professionnel dans lequel il va évoluer. Dans le cas d'une installation sociétaire, il permet aussi d'élaborer un projet d'entreprise avec ses futurs associés.

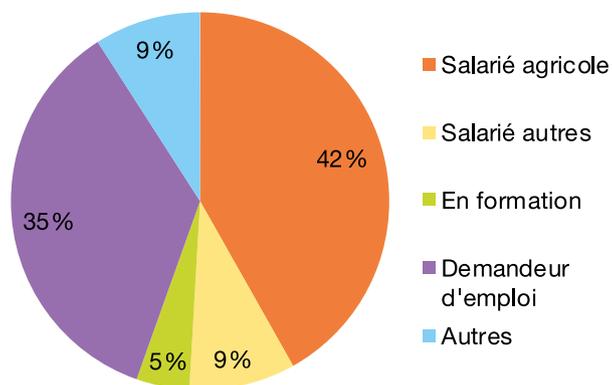
110 stages de parrainage débutés en 2011

→ Le profil des stagiaires

	Pays de la Loire
Origine non agricole	58 %
Formation BTSa et +	38 %
Nombre d'installations aidées suite à un SPAR	78

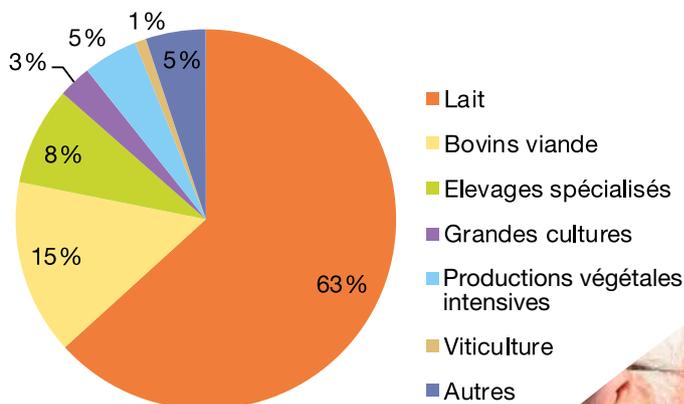
42% des stagiaires étaient salariés agricoles avant le début du stage

→ Statut des stagiaires avant le début du stage



La production laitière prédominante dans les projets

→ Production principale des exploitations



➤ TÉMOIGNAGE

Le stage de parrainage : l'indispensable outil de la transmission-installation

Pierre-Yves et Élise Carton sont originaires du Pas-de-Calais. Après leur formation agricole ils ont tous les deux exercé la profession de contrôleur laitier.

Leur objectif était cependant de s'installer ensemble comme agriculteurs en production laitière. Après plusieurs recherches dans leur région et l'étude approfondie d'un projet, il a fallu se rendre à l'évidence : impossible de s'installer dans le nord. *«En effet, les prix de reprise frôlent l'aberration. L'EBE (Excédent brut d'exploitation) qu'on nous proposait ne permettait pas de rembourser les prêts. Pierre-Yves aurait dû travailler quinze ans sans salaire!».*

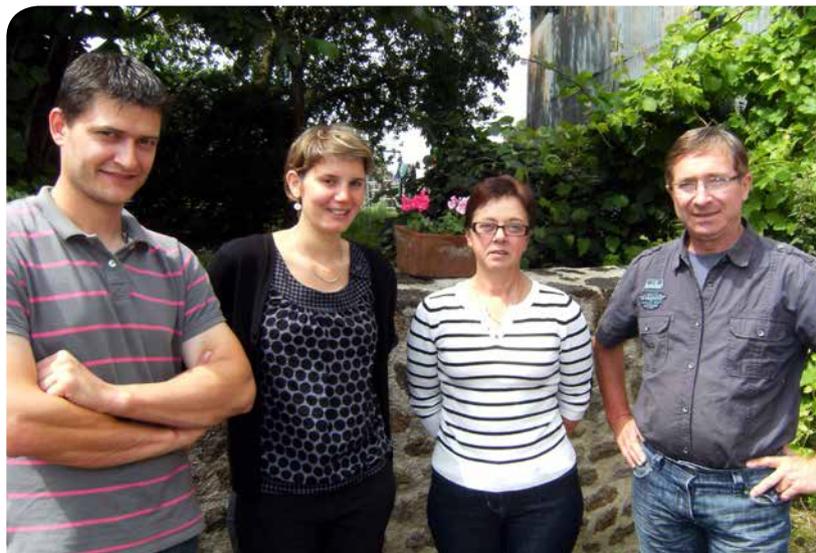
Élise était venue faire un stage en Mayenne pendant sa formation. C'est par un contact avec son ancien maître de stage qu'ils ont été mis en relation avec Alain et Brigitte Lepont à Bais.

Pas facile de devoir quitter sa région. Après plusieurs échanges téléphoniques, le temps de la réflexion et de la décision, les jeunes viennent visiter. *«Ça a été le coup de cœur. Nous sommes revenus plusieurs jours pour voir les chiffres et étudier».* La volonté des cédants était claire : installer un couple, transmettre à un prix raisonnable, garder une très bonne relation avec les jeunes. Pour Alain Lepont c'était aussi pouvoir revenir sur l'exploitation pour donner un coup de main.

Pierre-Yves et Élise Carton ont chacun choisi la réalisation d'un stage de parrainage de 6 mois avant installation. *«Même si c'était serré financièrement,*

ce stage s'avère indispensable. Il prépare l'avenir efficacement. Il nous a permis de découvrir l'exploitation, l'entourage, le savoir-faire et les habitudes de travail des cédants, le travail de la terre, la finalisation du projet. Et le jour ou vous avez une fuite d'eau, vous ne regrettez pas le temps passé initialement sur la ferme à découvrir les équipements et leur conception. Nous avons aussi pu être présentés par monsieur et madame Lepont et participer aux travaux de la CUMA».

En plus de ce précieux outil de la transmission-installation, les jeunes saluent aussi la politique de soutien à l'installation. Le complément lait obtenu lors de leur installation leur permet aujourd'hui de produire 430 000 litres sur 68 hectares.



CONTRIBUTION DU RDI DANS LES INSTALLATIONS AIDÉES RÉGIONALES

Le soutien des collectivités territoriales

Le « Répertoire départ installation » et les différentes mesures d'accompagnement, financés par les Conseils généraux et le Conseil régional des Pays de la Loire, confortent l'installation en favorisant la transmission entre tiers.

Les actions soutenues par le Conseil régional des Pays de la Loire ont été essentielles pour poursuivre la communication à l'attention des porteurs de projet et des futurs cédants, avec notamment le bulletin

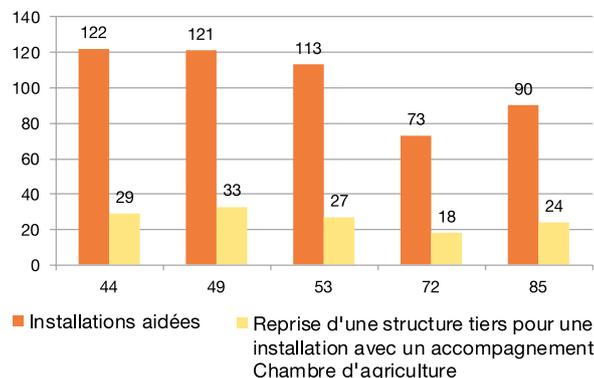
« La Clé des Champs », les journées de communication « Transmettre pour installer ». Outre le stage de parrainage, le Conseil régional finance également plusieurs autres actions d'accompagnement de porteurs de projet : séjour découverte, appui à l'installation sociétaire, suivi des porteurs de projet au parcours atypique et des projets avec commercialisation en circuit court.

1/4 des installations aidées accompagnées par le RDI

L'accompagnement à la transmission entre tiers proposé par les Chambres départementales d'agriculture des Pays de la Loire a abouti à 131 installations aidées, soit :

- 27 % des installations aidées de Maine-et-Loire et de Vendée;
- 25 % des installations aidées en Sarthe;
- 23 % des installations aidées de Mayenne et de Loire-Atlantique.

→ Poids de l'accompagnement des Chambres d'agriculture dans les installations aidées



131 installations se sont concrétisées grâce au RDI

→ Destination des exploitations accompagnées par les Chambres d'agriculture

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Premières installations (individuelles et sociétaires confondus)	29	33	27	18	24	131
Réinstallation	0	2	3	0	3	8
Agrandissement	0	1	6	0	0	7
TOTAL	29	36	36	18	27	146

LES MESURES PIDIL ET ARP

Le PIDIL : Programme pour l'installation et le développement des initiatives locales

Le PIDIL, financé par le ministère de l'Agriculture, soutient des programmes d'animation et de communication mais aussi des actions qui visent à faciliter l'installation hors cadre familial des jeunes agriculteurs. Il incite des propriétaires et des cédants à louer leur bien à des jeunes agriculteurs (audit, aide au bail, aide à l'inscription au RDI...); 178 dossiers ont ainsi été financés en 2011.

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre de dossiers PIDIL	35	23	41	47	32	178
Montant dossiers PIDIL	52 725 €	36 880 €	78 664 €	97 408 €	53 543 €	319 220 €

L'ARP : Aide à la reconversion professionnelle des agriculteurs en difficulté

Les exploitants agricoles rencontrant des difficultés économiques sur leur exploitation, sans perspective de redressement peuvent solliciter le bénéfice de l'ARP.

L'aide a pour but de contribuer à la réinsertion professionnelle dans un secteur d'activité autre que l'agriculture, en leur proposant des primes de départ et une prise en charge de tout ou partie des frais de formation engagés pour leur reconversion. Leur rémunération, dans le cadre de cette formation, peut également être prise en charge.

	L.-Atlantique	M.-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	P. de la Loire
Nombre de dossiers ARP	22	8	12	1	6	49
Montant primes versés 2011	74 400 €	36 085 €	34 100 €	4 650 €	15 500 €	164 735 €



Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique

Direction Installation-Transmission Entreprise
Rue Pierre-Adolphe Bobierre
La Géraudière
44939 NANTES Cedex 9
Tél. 02 53 46 60 06

Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire

Département Installation-Transmission
14 avenue Joxé
49006 ANGERS Cedex 01
Tél. 02 41 96 77 51

Chambre d'agriculture de la Mayenne

Parc Technopôle
Rue Albert-Einstein - Changé
BP 36135
53061 LAVAL Cedex 9
Tél. 02 43 67 36 64

Chambre d'agriculture de la Sarthe

Pôle Installation-Transmission
15 rue Jean-Grémillon
72 013 LE MANS Cedex 2
Tél. 02 43 29 24 55

Chambre d'agriculture de la Vendée

Service Transmission-Installation
21 boulevard Réaumur
85013 LA ROCHE-SUR-YON Cedex
Tél. 02 51 36 82 40

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pôle Transmission-Installation
9 rue André-Brouard
CS 70510
49105 ANGERS Cedex 02
Tél. 02 41 18 60 59